



La décennie olympique à venir

Les Jeux de Tokyo à peine (bien) terminés, tous les yeux se tournent vers Pékin, dans six mois. Si l'avenir olympique est assuré dans les faits pour dix ans, ses objectifs doivent être réaffirmés. Pendant longtemps, les Jeux bénéficiaient d'une image idyllique et la quinzaine olympique était un moment bienvenu de bonnes nouvelles pour le monde entier. Cet âge d'or est fini, écrit notre chroniqueur.

Jean-Loup Chappelet, professeur honoraire, Université de Lausanne, IDHEAP
Publié dimanche 8 août 2021 à 20:27, p. 14 édition papier.

De Pékin 2022 (hiver) à Brisbane 2032 (été), en passant par Gangwon 2024 (Jeux de la jeunesse, hiver), Paris 2024 (été), Milan 2026 (hiver), Dakar 2026 (jeunesse été, reportés de 2022) et Los Angeles 2028 (été), tous les Jeux ont été attribués pour la décennie qui vient, sauf les Jeux d'hiver 2030 pour lesquels trois villes sont intéressées: Barcelone-Pyrénées, Salt Lake City et Sapporo. De même, beaucoup de diffuseurs (par exemple NBC Universal) et sponsors olympiques (par exemple Omega) ont signé des contrats qui courent jusqu'en 2032. Cela signifie que les revenus du système olympique sont assurés pour les dix prochaines années, tout comme les sites des futurs Jeux.

Bien sûr, de nombreuses péripéties ne manqueront pas de marquer ces prochaines olympiades. Mais le vrai défi pour le CIO sera de répondre au mouvement anti-Jeux qui se développe grosso modo depuis une dizaine d'années, notamment à la suite des Jeux d'hiver de Sotchi 2014 et d'été de Rio 2016, et qui a fait échouer de nombreuses candidatures (par exemple Sion 2026). Pendant longtemps, en effet, les Jeux bénéficiaient d'une image idyllique et la quinzaine olympique était un moment bienvenu de bonnes nouvelles pour le monde entier. Cet âge d'or est fini. Tokyo 2020, qui devait marquer un retour à des Jeux sans risque, a été totalement perturbé par la pandémie de Covid-19 qui a dominé les reportages durant des mois avant le début des compétitions. L'opinion publique japonaise d'abord très réticente se reportait finalement en masse vers la télévision pour voir le spectacle olympique auquel elle ne pouvait assister en personne vu l'interdiction de spectateurs.

De plus, le budget de Tokyo 2020 a été alourdi d'un investissement en infrastructure important qui perpétue la réputation du coût exorbitant des Jeux qui est un des principaux arguments du mouvement anti-Jeux. Certes ces infrastructures, payées par le gouvernement local et national, seront longtemps utiles à la capitale nippone comme celles de Tokyo 1964, toujours en service. Mais elles alourdissent considérablement le coût total (fonctionnement + investissement). Certes, des revenus importants en sponsoring domestique ont été obtenus par les organisateurs (plus de US\$ 3 milliards) en sus de la contribution du CIO provenant des droits de diffusion et de sponsoring international. Toutefois, l'absence totale de revenus de la billetterie (environ US\$ 1 milliard attendus) ne permet pas d'équilibrer le budget de

fonctionnement qui est aussi alourdi par des mesures sanitaires exceptionnelles, finalement très efficaces.

Sauf accident, cela ne sera pas le cas pour les trois prochains Jeux d'été (Paris, Los Angeles et Brisbane) qui ont décidé de n'utiliser presque que des installations existantes (comme le stade de France de 1998) ou même de ne rien construire du tout (comme à Los Angeles). Cette politique impulsée par le CIO limite donc le budget des Jeux à celui du fonctionnement pour autant que des infrastructures (par exemple de transport) ne soient pas indûment ajoutées au budget total. Elle évite aussi un rush final coûteux pour être prêt à temps (comme à Athènes 2004) ou des interrogations sur l'héritage (comme à Rio 2016) puisque ces installations seront déjà en service. Les prochains Jeux d'été pourraient donc être organisés à un coût bien inférieur aux coûts actuels.

Mais le mouvement anti-Jeux naissant ne concerne pas que le budget. Il fait partie d'un mouvement plus vaste de défiance envers les institutions. Que faire alors ?

Il s'agit d'abord de dire la vérité pour gagner en crédibilité. Même s'il y a de nombreux bons exemples olympiques, il faut reconnaître que des erreurs ont été commises dans le passé souvent de la part des villes et régions hôtes qui ont vu dans les Jeux l'occasion de totalement rénover leurs infrastructures et de bâtir des arènes trop grandes qui, comme on le voit après Tokyo 2020, ne sont pas indispensables. Il s'agit ensuite de combattre systématiquement les fausses nouvelles (les fameuses « fake news ») qui circulent au sujet des Jeux et qui, répétées à l'infini, deviennent une sorte de légende urbaine. Il s'agit enfin d'expliquer la vision olympique de chaque ville, d'expliquer le pourquoi une ville et un pays veulent organiser les Jeux, d'impliquer plus sa population. Cette vision doit se traduire en bénéfices économiques et sociaux pour une majorité de résidents dans le cadre d'un développement (durable) qui exclut ou limite les atteintes à l'environnement et aux droits humains. Cette recette en trois points semble facile. Sa réalisation sur la décennie qui vient sera sûrement beaucoup plus dif

<https://www.letemps.ch/sport/decennie-olympique-venir-une-ligne-affiner>